

Délibération n° 2021-12-02/05

Objet : Admissions en non-valeur et créances éteintes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 02 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi deux décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 novembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 4

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés : Colette MORETEAU *pouvoir* à Brigitte RODRIGUEZ, Pascale MARCHAL *pouvoir* à Jean-Pierre RICO - Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Laurie BELTRA *pouvoir* à Olivier BOUDET

Absent non représenté : Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

A la demande de la perception, il convient de régulariser les admissions en non valeurs et créances éteintes 2021 au compte 6541 pour 1 644,57 € et au compte 6542 pour 9 232,44 € conformément aux pièces ci-annexées.

Créances irrécouvrables (admission en non-valeur)

La demande d'admission en non-valeur relève de l'initiative du comptable public ; il la sollicite lorsqu'il démontre que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le



recouvrement. Cette procédure correspond à un seul apurement comptable mais elle ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites.

BC15000 PEROLS LISTE DE PROPOSITIONS EN NON VALEURS NV C6541 2021 11 09

EDITION HELIOS

Présentation en non valeurs NV C6541

arrêtée à la date du 09/11/2021

034017 TRES. MAUGUIO

15000 - PEROLS

Exercice 2021

N° de liste 4881640531

13 pièces présentes pour un total de 1.644,57€

Tranches de montant

< à 100€	7 pièces pour	403,38€
> ou = à 100€ et < à 1000€	6 pièces pour	1.241,19€
> ou = à 1000€ et < à 5000€	0	
> ou = à 5000€	0	

* Rappel des seuils de poursuites :

500€ Saisie vente

1000€ Saisie extérieure au département

130€ Saisie attribution bancaire

30€ Saisie attribution employeur, Pôle Emploi, Caisses de retraite, CAF (si au - 2 enfants et dettes alim)

Nature Juridique	Exercice	N° Titre	N° ordre	Input budg	Nom	Reste dû	Motif de la présentation	Observations
Particulier	2020	T-192	1	7067-251-	CORREIA SANDRA	459,7	PV carence	13/04/21
idem	2018	T-678	1	7067-251-	idem	89,9	Combinaison infructueuse d actes	
idem	2018	T-358	1	7067-251-	idem	60,25	idem	
idem	2019	T-92	1	7067-251-	idem	78,58	idem	
idem	2019	T-337	1	7067-251-	idem	272,27	idem	
Particulier	2020	T-193	1	7067-251-	FAYARD Elodie	36,6	Combinaison infructueuse d actes	
Particulier	2017	T-175	1	7067-251-	GAY Celine	113,1	Combinaison infructueuse d actes	
idem	2017	T-477	1	7067-251-	idem	126,45	idem	
Particulier	2017	T-116	1	7067-251-	PEYRE Anne	108,22	Combinaison infructueuse d actes	
idem	2017	T-430	1	7067-251-	idem	161,45	idem	
idem	2017	T-174	1	7067-251-	idem	96,9	idem	
Société	2020	T-515	1	7368-020-	SENSE	2	RAR inférieur seuil poursuite	
Particulier	2020	T-680	1	7067-251-	YOUSSEFI HABIBECH Dja	39,15	Combinaison infructueuse d actes	
TOTAL						1644,57		

Les créances éteintes

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrecouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la commune créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

BC15000_Pérols_LISTE_DE_PROPOSITIONS_EN CREANCES_ETEINTES_CE_C6542_2021_07_29

EDITION HELIOS

Présentation en Créances Eteintes C6542

arrêtée à la date du 29/07/2021

034017 TRES. MAUGUIO

15000 - PEROLS

Exercice 2021

2 pièces présentes pour un total de 9.232,44€

Tranches de montant

Inférieur strictement à 100	0
Supérieur ou égal à 100 et inférieur strictement à 1000	1 pièce pour 576,44€
Supérieur ou égal à 1000 et inférieur strictement à 5000	0
Supérieur ou égal à 5000	1 pièce pour 8.656,00€

Nature Juridique	Exercice	N° Titre	N° ordre	Input budg	Nom	Reste dû	Motif de la présentation	Observations
Société	2020	T-557	1	7368-020-	OPTIQUE DU SUD	576,44	Clôture insuffisance actif sur R3-L3	05/03/21
Société	2019	T-528	1	7368-020-	ORCHESTRA-PREMAMAN RJ	8656	Certificat irreouvrabilité	29/03/21
TOTAL						9232,44		

CFP de MAUGUIO
TRESORERIE SPL
PL PIERRE MENDES FRANCE
CS 40039
34137 MAUGUIO CEDEX

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser monsieur le Maire à régulariser les écritures comptables correspondantes ;
- Dire que les sommes sont prévues au budget 2021 de la commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 02 décembre 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.